

Au moins 23 migrants ont perdu la vie le 24 juin en tentant de franchir la barrière qui sépare le Maroc de l'enclave espagnole de Melilla. Les circonstances du massacre font toujours débat. Reportage

UN DRAME ET DES QUESTIONS

CLAIR RIVIÈRE ET ÉMILIE BERNARD

Exil ► Depuis douze ans qu'il a quitté la Guinée-Conakry pour prendre le chemin de l'Europe, Rock a eu le temps de se forger quelques belles amitiés. L'une d'elles s'est achevée le 24 juin à Melilla. «Il s'appelait Anouar, c'était un Soudanais que j'avais rencontré en Algérie. Il est décédé à la barrière», confie Rock. A l'intérieur de la minuscule chambre qu'il partage avec trois compagnons d'exil dans un quartier populaire de la ville marocaine d'Oujda, à 150 km à l'est de Melilla, le silence se fait. Sur son téléphone, une vidéo défile. On voit un amas de corps entassés avec, au sommet, un homme inerte. Un policier tente de prendre son pouls, puis le tire par le bras, avant que la caméra se détourne. Feu Anouar. «Il est mort en tentant de gagner son avenir, reprend Rock. C'était comme un frère pour moi.»

Le 24 juin, plusieurs dizaines de personnes migrantes sont comme Anouar mortes aux portes de Melilla lors d'une tentative collective de passage de la frontière, violemment réprimée par les autorités marocaines et espagnoles. Le décompte officiel fait état de 2 morts, mais des experts des Nations unies parlent d'au moins 37 victimes. Quant à l'Association marocaine des droits humains (AMDH), elle évoque 27 morts et 77 disparus – soit des personnes migrantes qui n'ont plus donné signe de vie depuis ce jour-là.

Comment en est-on arrivé à ce terrible bilan? Les vidéos du massacre et les différentes enquêtes journalistiques, associatives et institutionnelles publiées ces derniers mois permettent d'y voir un peu plus clair.

Pris au piège

Le 24 juin au petit matin, plus d'un millier d'exilés quittent leur campement du mont Gourougou pour descendre vers la barrière de Melilla. Cernant l'enclave espagnole sur une douzaine de kilomètres, cette frontière est composée, côté espagnol, d'une triple clôture bardée de caméras et atteignant jusqu'à dix mètres de haut. Versant marocain, il y a un grillage, des barbelés et un fossé. Les migrants, en majorité soudanais, sud-soudanais et tchadiens, décident de forcer le passage au niveau du poste-frontière de Barrio Chino, fermé depuis le début de la pandémie de coronavirus.

Alors que certains tentent d'ouvrir les portes et que d'autres commencent à escalader les barrières, les forces antiémeutes marocaines et espagnoles entrent en action, utilisant notamment des balles de caoutchouc et des gaz lacrymogènes, mais aussi des pierres, ainsi que l'a dénoncé le Défenseur du peuple, une institution espagnole indépendante. Puis les Marocains lancent un assaut au corps-à-corps. «Ils ont été jusqu'à utiliser des chaînes en fer», rapporte un migrant rescapé. «Un policier m'a frappé à la tête en me disant 'Je vais te tuer!', témoigne



Poste frontière de Barrio Chino, Melilla, novembre 2022. Cinq mois après, sur les lieux du massacre du 24 juin, on voit encore des vêtements accrochés sur les clôtures que les personnes migrantes ont essayé d'escalader. CLAIR RIVIÈRE

un autre survivant soudanais, grièvement blessé à l'œil.

Plusieurs centaines d'exilés réussissent malgré tout à passer côté espagnol. Cent trente-trois pourront effectivement demander l'asile, mais 470 seront illégalement refoulés «à chaud», selon les estimations du Défenseur du peuple. D'autres ne parviennent pas à sortir de Barrio Chino. Pris au piège dans un espace clos et exigu au milieu du poste-frontière, noyés sous un nuage de gaz lacrymogènes, ils suffoquent, se bousculent, s'écrasent. D'autres chutent du haut des barrières grillagées qu'ils tentaient de franchir.

Quelques heures plus tard, des vidéos insoutenables montrant des policiers marocains

frapper des hommes à terre, déambulant matraque à la main au milieu de dizaines de corps blessés, agonisants ou déjà sans vie, commencent à faire le tour du monde.

Des tombes vides

En plein centre-ville de Nador, dans le bureau de la section locale de l'AMDH, Omar Naji a l'indignation froide. Le 24 juin, il est arrivé à Barrio Chino en début d'après-midi. D'un ton clinique, celui qui se dit surveillé de près par les autorités marocaines raconte qu'il a pu voir des dizaines d'exilés morts et blessés, «entassés les uns sur les autres pendant huit à neuf heures en plein soleil sans recevoir aucun secours», ni des

Marocains ni des Espagnols, qui disposaient pourtant d'une ambulance stationnée à proximité.

Le surlendemain, c'est lui qui a donné l'alarme sur les réseaux sociaux, quand il a constaté que les autorités marocaines avaient fait creuser une vingtaine de tombes dans un cimetière de Nador, pour enterrer les corps des défunts à la hâte, sans autopsie. L'alerte a réussi: les trous sont toujours vides, ainsi que nous avons pu le constater le 21 novembre au cimetière Sidi Salem, avant d'être très vite chassés du «carré des migrants» par des hommes en civil se prétendant policiers. Le sujet est sensible...

Cet été, *El País* a révélé que l'Union européenne s'apprête

à augmenter de près de 50% son soutien au Maroc pour la lutte contre l'immigration irrégulière. Selon le quotidien espagnol, un demi-milliard d'euros sera versé au royaume sur cinq ans pour qu'il protège les frontières européennes. Aux yeux d'Omar Naji, la violence dont les forces de l'ordre marocaines ont fait preuve le 24 juin s'inscrit dans cette logique: «Les autorités ont voulu montrer à l'Europe qu'elles étaient capables de jouer le rôle de gendarme.»

Pendant la grosse année qu'a duré la dernière brouille diplomatique entre le Maroc et l'Espagne, les migrants en transit au Maroc ont connu une phase de répit. Mais dès la mi-mars,

quand Madrid s'est aligné sur la position de Rabat au sujet du Sahara occidental, le Royaume chérifien a repris son rôle de gardien zélé.

Selon Omar Naji, dans les semaines ayant précédé le massacre, les campements de migrants des environs de Melilla ont ainsi été harcelés par les forces de l'ordre marocaines. Des commerçants du coin auraient même reçu la consigne de ne plus vendre de nourriture aux personnes exilées. Et le 23 juin, au terme de ce que le militant décrit comme une série d'«attaques quotidiennes, avec des bâtons, des pierres et des fumigènes», les autorités marocaines auraient donné vingt-quatre heures aux exilés présents sur les collines de Gourougou pour quitter la région. C'est donc exténués, poussés à bout, qu'ils auraient tenté ce franchissement collectif.

Des questions qui en disent long

Cinq mois plus tard, au sommet des barrières grillagées de Barrio Chino, des vêtements déchirés sont toujours accrochés aux barbelés, tristes vestiges du drame. Et de nombreuses questions restent sans réponses. «Pourquoi les autorités marocaines ont-elles totalement encerclé les migrants sans leur laisser aucune possibilité de battre en retraite?» demande Omar Naji, de l'AMDH, qui réclame l'ouverture d'une enquête internationale. «Pourquoi ont-elles d'abord utilisé les ambulances pour transporter les morts, alors que les blessés sont restés des heures à terre sans aucun secours?» questionne encore le militant.

«On peut fermer cette route, les personnes exilés en trouveront une autre»

Marta Llonch

Juriste pour la Commission espagnole d'aide aux réfugiés, une association qui a participé à l'accueil des exilés ayant réussi la traversée le 24 juin, Marta Llonch interroge particulièrement le rôle des autorités espagnoles: «Pourquoi ne pas avoir ouvert les portes alors que les gens étaient en train de mourir entassés? Ça leur aurait sauvé la vie.» Rencontrée à Melilla, elle s'indigne plus globalement des effets mortifères des politiques migratoires de l'Europe forteresse: «On peut fermer cette route, les personnes exilés en trouveront une autre. Ce sera juste encore plus dangereux.» Ces derniers mois au Maroc, en Mauritanie et au Sénégal, c'est la longue traversée par l'Atlantique vers les îles Canaries qui est privilégiée. Selon l'Organisation internationale pour les migrations, au moins 447 personnes ont disparu sur cette route depuis le début de l'année 2022. Loin des yeux. I

MADRID SOUS PRESSION

A Madrid comme à Rabat, les autorités ont dénoncé la tentative de franchissement comme une «attaque violente», arguant notamment que certains participants étaient munis de bâtons. Au Maroc, où la traque aux personnes exilées bat son plein, plusieurs dizaines de migrants présents le 24 juin ont été condamnés à des peines allant jusqu'à trois ans de prison à la suite de procès à charge.

En Espagne, le premier ministre socialiste, Pedro Sánchez, a accusé des «mafias internationales» d'avoir organisé la tentative de franchissement. Une accusation jugée «absurde» par divers défenseurs des droits humains, qui assurent que le passage par la barrière est gratuit et auto-organisé, au contraire des traversées par bateau.

Trois jours après le massacre, Pedro Sánchez a balayé les critiques envers les forces de l'ordre des deux pays, allant jusqu'à remercier «la gendarme-

rie marocaine de son travail». Quant à son ministre de l'Intérieur, Fernando Grande-Marlaska, il n'a cessé de plaider l'usage «proportionné» de la force face à «l'attitude violente des assaillants».

Mais la BBC a fait vaciller le narratif officiel de Madrid, qui continue de prétendre qu'aucun migrant n'a perdu la vie sur le territoire espagnol. Dans une enquête accablante publiée le 1^{er} novembre, la radiotélévision britannique a notamment montré que des «corps sans vie ont été traînés par la police marocaine» dans une zone sous contrôle espagnol. Elle a aussi révélé que les forces de l'ordre espagnoles «ont tiré des balles en caoutchouc à bout portant sur un groupe de migrants du côté espagnol de la frontière».

En réaction, une centaine d'ONG et plusieurs partis politiques, dont Unidas Podemos, membre de la coalition au pouvoir, ont demandé la constitution d'une commission d'enquête parlementaire.

Le 7 novembre, une délégation parlementaire a visité le poste-frontière de Barrio Chino. «Il n'y a aucun doute que la bousculade qui a provoqué les morts et les blessés les plus graves a eu lieu dans une zone sous contrôle de l'autorité espagnole», en a conclu Enrique Santiago, un député d'Unidas Podemos.

Le 25 novembre, des images tournées par les forces de l'ordre le jour du drame ont été visionnées par les députés de la commission des affaires intérieures. La plupart ont ensuite accusé le ministre de l'Intérieur d'avoir menti. Principale formation d'opposition, le Parti populaire est allé jusqu'à demander sa démission. Auditionné le 30 novembre par la Chambre des députés, Fernando Grande-Marlaska s'est accroché à sa version des faits, contredisant le résultat d'enquêtes de plusieurs médias, dont *El País* et *Le Monde*.

CRE ET EBD

GENÈVE

CONSIGNE GRATUITE

Une consigne gratuite sera à disposition jusqu'à Noël à la place Longemalle pour déposer ses paquets afin de poursuivre sa journée sans être chargé. Cette initiative a été mise sur pied par la Ville de Genève et l'association professionnelle du commerce de détail Genève Commerces. Les utilisateurs pourront aussi bénéficier d'un service payant de livraison écologique. L'objectif est de soutenir le commerce local en favorisant la mobilité douce. **ATS**

Fronde du personnel soignant de RHNe

Neuchâtel ► La réduction de la masse salariale du Réseau hospitalier neuchâtelois (RHNe), à hauteur de 10 millions de francs sur deux ans, passe mal auprès du personnel soignant de l'établissement, après presque trois ans de pandémie. Selon *Arcinfo*, l'établissement veut supprimer plus d'une centaine d'emplois, sur 2470 postes à plein temps, en ne renouvelant pas certains départs.

«L'activité des urgences a augmenté de 25% en quelques années. On a besoin de dotation supplémentaire. Un simple gel de la dotation est plus dramatique que le non-renouvellement de certains

postes», a déclaré Vincent della Santa, chef du service des urgences du RHNe au 12h45 de la RTS vendredi.

Le médecin a ajouté qu'en raison de la surcharge de travail, il «est inévitable que la qualité par moments et la sécurité soient mis en danger». Pour Pierre-François Cuénoud, président du conseil d'administration, le fait de réduire des postes sur une durée de vingt-quatre mois ne va en rien préjudicier la qualité des traitements et la sécurité des patients.

Les réductions de postes toucheront l'ensemble du personnel, y compris administratif, a expliqué M. Cuénoud sur les ondes de RTN. Une réflexion est en

cours avec le cabinet d'audit et de conseil PWC.

Pierre-François Cuénoud a ajouté que le manque de lits, liés au Covid-19 et aux patients en attente d'une place en EMS, surcharge l'hôpital. «Il y a actuellement 10% de patients à l'hôpital» qui ne devraient pas y être, a-t-il expliqué.

Le conseiller d'Etat Laurent Kurth, chargé de la Santé, interrogé par RTN, a expliqué que des lits avaient été fermés en EMS car ils n'étaient plus adaptés aux besoins d'une population de plus en plus vieillissante. Le canton prévoit de créer des centaines de lits en EMS dans les vingt prochaines années.

Le système est aussi extrêmement tendu, en lien avec la difficulté de trouver des médecins de premier recours, ce qui sature le système à tous les niveaux et l'hôpital notamment. A la RTS jeudi soir, Laurent Kurth a déclaré qu'il entend les difficultés du personnel soignant: «Il s'agit pas de mettre plus la pression sur le personnel mais de définir des priorités dans l'action de santé publique.»

M. Kurth veut écouter le personnel soignant au cours du premier trimestre 2023 et lui apporter des réponses. Les médecins ont expliqué vouloir être associés aux réflexions et adresseront une lettre au Conseil d'Etat. **ATS**

Quelques jours après avoir appris qu'il devait quitter la Suisse, un jeune Afghan s'est donné la mort. Ses amis témoignent d'un quotidien désespérant

Le Foyer de l'Etoile à nouveau endeuillé quatre ans après

MARIA PINEIRO

Genève ► «C'était trop lourd. Il n'arrivait plus à porter ces problèmes», raconte avec émotion Amir, jeune migrant hébergé au Foyer de l'Etoile, à Genève. Mercredi, son ami Ali Reza (Amir et ses compagnons tiennent à ce que son nom soit rendu public) a perdu la vie. Un acte volontaire, selon les premiers éléments portés à leur connaissance et à celle des autorités. Selon des informations de source sûre, le jeune homme âgé de 18 ans, s'est ôté la vie après avoir appris lundi dernier qu'il devait quitter la Suisse. «On lui a dit de retourner en Grèce, explique Sajad. Il ne voulait pas. Personne ne veut aller en Grèce. Il n'y a que des problèmes pour les migrants.»

Hier, au Foyer de l'Etoile, l'émotion causée par la mort d'Ali Reza, qui porte le même prénom que le jeune résident qui s'était suicidé en 2019, était grande. La nouvelle de notre présence devant le bâtiment, en ce dimanche après-midi, s'est répandue comme une traînée de poudre. De nombreux jeunes sont venus spontanément nous confier leurs sentiments. Afin d'éviter les tensions, à la demande du personnel éducatif, il a fallu nous éloigner en compagnie de plusieurs résidents, pour pouvoir échanger.

Intelligent et studieux

A en croire ses amis, Ali Reza était arrivé en Suisse seul y a deux ans. D'origine afghane, lui et sa famille s'étaient enfuis en Iran. Puis il avait quitté le pays pour venir à Genève. «Il était au foyer depuis un an et demi et avait un permis N», affirme Tarakhei. Ce livret pour requérant d'asile permet de résider en Suisse en attendant que la Confédération statue sur la demande de protection.

Le migrant est décrit comme un jeune sans problèmes, non violent, sportif. Il a fréquenté plusieurs établissements scolaires depuis son arrivée à Genève. «Nous avons d'abord été en classe d'accueil, puis au collège», détaille Sajad, son camarade de foyer et de classe. «C'était un gars



L'émotion causée par la mort d'Ali Reza, qui porte le même prénom que le jeune résident qui s'était suicidé en 2019, est grande. MPO

bien, estime Nasim, ex-résident de l'Etoile. Il avait des objectifs dans sa vie. Quand j'ai appris sa mort, ça m'a brisé.»

Un membre de l'équipe éducative du foyer nous confirme qu'Ali Reza était «quelqu'un qui se battait pour être inclus, reconnu. C'était un modèle, mais un jeune en souffrance qui allait très mal.» Il explique que les éducateurs et éducatrices y étaient très attentifs. La situation est difficile pour les résidents et résidentes, pour l'équipe, poursuit-il. «Nous avons renforcé les effectifs et essayons de les accompagner au mieux. Nous sommes en mode crise: une cellule psychologique a été mise en place avec des interprètes.»

Selon cet éducateur, il y a de la tristesse, de la colère. Ce que

«C'était quelqu'un qui se battait pour être inclus, reconnu»

Un éducateur

confirment les jeunes avec lesquels nous nous sommes entretenus. «On est fatigués de toute cette souffrance», soupire Nasim. Ce qui ressort, c'est le hiatus entre l'espoir d'une vie meilleure à leur arrivée en Suisse et leur quotidien. «Nous sommes venus ici pour étudier, pour être en sécurité, pour avoir une vie meilleure. Mais nous sommes dans une prison», souligne Amir.

«Nous voulons un vie normale»

Nos interlocuteurs sont unanimes à dénoncer la promiscuité au foyer qui rend les études difficiles, la douleur d'être éloigné de sa famille depuis de nombreuses années, sans possibilités de sortir de Suisse, ou encore le manque de respect de

certaines vigiles. «Nous sommes tous des êtres humains. Ce que nous voulons, c'est une vie normale, comme des personnes normales», s'exclame Nasim. Plusieurs d'entre eux témoignent de leur lassitude, des idées sombres, voire funestes, qui les habitent parfois. «Si on ne fait rien, Ali Reza ne sera pas le dernier», avertit Amir.

Un requérant plus âgé, également prénommé Amir, mais résidant dans un autre foyer, nous a fait savoir, qu'à sa connaissance, les requérants accueillis dans d'autres cantons font face à des difficultés similaires. Les amis d'Ali Reza ne se résignent pas pour autant. Une réunion devait avoir lieu hier soir pour, notamment, organiser une manifestation. **I**

Le Valais a revu sa copie

Libraires ► Le Valais a annoncé vendredi avoir modifié son action de soutien aux librairies indépendantes dans le Haut-Valais. A la mi-novembre, le canton a lancé un plan de soutien à la chaîne du livre, aux cinémas et aux arts visuels en Valais. L'opération concernant le livre consiste à offrir un ouvrage d'un auteur valaisan pour tout achat effectué jusqu'au 24 décembre dans une librairie indépendante.

Lors de la présentation de l'opération à la presse, le conseiller d'Etat Mathias Reynard a admis et assumé la problématique rencontrée dans le Haut-Valais dont les trois seules enseignes appartiennent au groupe Orell Füssli/Thalia. Mais face à la grogne de Payot, exclu de l'opération dans le Valais romand et dénonçant notamment une «inégalité de traitement» entre le Haut et le Bas-Valais, le canton a revu sa copie et propose désormais de nouvelles mesures. Dès aujourd'hui en Haut-Valais, chaque personne qui se rendra à une séance de cinéma payante ou dans l'un des deux théâtres de création pourra recevoir gratuitement un livre d'un auteur haut-valaisan.

En ce qui concerne le Valais romand, Payot a fait recours auprès du Conseil d'Etat. Son directeur, Pascal Vandenberghe, estime ne pas avoir reçu de réponses satisfaisantes de la part du canton jusqu'ici. **ATS**

CAROUGE

UN NOËL SOBRE

L'édition 2022 de Carouge Magique veut allier magie de Noël et sobriété énergétique. Les illuminations ont été intégralement repensées, et leur consommation réduite de 90% afin de répondre au contexte de sobriété énergétique et de durabilité actuel. Derrière ce projet, la Ville de Carouge et ses autorités ont souhaité maintenir l'attractivité de la cité et de son commerce de proximité ainsi qu'offrir à la population un environnement adéquat durant la saison des fêtes, comme elle l'explique dans un communiqué. Cet embellissement saisonnier est intégré au Plan Lumière carougeois qui inclut déjà une consommation énergétique économe. **ATS**